

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CONFERENCE REGIONALE DES ETABLISSEMENTS  
UNIVERSITAIRES DE LA REGION CENTRE

## Offre de formation de troisième cycle (LMD)

(Arrêté n° 191 du 16 juillet 2012 fixant l'organisation de la formation de troisième cycle en vue de l'obtention du diplôme de doctorat ,  
modifié et complété par Arrêté n° 345 du 17 octobre 2012).

● **Habilitation**



● **Reconduction**



Année universitaire de la 1<sup>ère</sup> ouverture

Etablissement	Faculté/Institut	Département
Université A. Mira - BEJAÏA	Faculté de Droit et des Sciences Politiques	DROIT PUBLIC

Domaine <sup>1</sup>	Intitulé de la formation
DSP	Droit public

<sup>1</sup> : ST, SM, MI, SNV, STU, SEGC, SSH, DSP, LLE, LLA, ARTS, STAPS, TAMAZIGHT

## SOMMAIRE

1	Localisation de la formation
2	Responsable du doctorat
3	Comité de la formation de troisième cycle
4	Masters ouvrant droit à l'inscription au concours
5	Description de la formation
6	Thèmes de recherche
7	Nombre de postes à ouvrir
8	Contenu de la formation
9	Conditions d'accès
10	Personnes intervenant dans la formation
11	Partenaires
12	Annexe
13	Avis du comité de formation de troisième cycle
14	Avis et Visas des organes administratifs et consultatifs
15	Visa de la Conférence Régionale
16	Visa de la commission d'habilitation à la formation de troisième cycle

## 1 - Localisation de la formation :

Faculté (ou Institut) : **Droit et Sciences Politiques**

Département : **Droit Public**

## 2 - Responsable de la formation :

(Professeur ou Maître de conférences Classe A) :

Nom & prénom: **ZOUAÏMIA Rachid**

Grade : **Professeur**

Fax : 034 22 93 57

E - mail : rachidzr@yahoo.fr/

Joindre un CV succinct en annexe de l'offre de formation (selon modèle joint)

## 3 - Nombre de postes à ouvrir : 15


(Préciser le nombre par option, **y compris 0 dans le cas d'une reconduction sans ouverture de postes**)

Droit public des affaires ..... 5

Droit des collectivités territoriales ..... 5

Droit international humanitaire et droits de l'Homme .... 5

## 4 - Comité de formation

Noms et prénoms *	Grade	Spécialité	Nombre de thèses à encadrer	Emargement
ZOUAÏMIA Rachid	Professeur	Droit Public	3	
BOUDRIOUA Abdelkrim	M.C. A	Droit Public	3	
AÏT MANSOUR Kamel	M.C. A	Droit Public	3	
KHELFI Abderrahmane	M.C. A	Droit Pénal	2	
DAHMANI Abdeslam	M.C.A.	Droit Public	2	
IGROUFA Zoubida	M.C.A.	Droit de la famille	2	

\* Responsable de la formation en première position.

## 5 – Master(s) en cours dans l'établissement justifiant la demande d'ouverture ou de reconduction de la formation de 3<sup>ème</sup> cycle

Intitulé master	Prévision du nombre de diplômés de l'année universitaire en cours
Droit public des affaires	152
Droit des collectivités territoriales	77
Droit international humanitaire et droits de l'Homme	75

## 6 – Autres Masters ouvrant droit à l'inscription au concours dans le cas d'une habilitation ou d'une reconduction avec postes <sup>1</sup>

Intitulé master
Droit public économique
Administration publique territoriale
Droit international humanitaire - Droit international des droits de l'Homme

<sup>1</sup> Article 8 de l'Arrêté n° 191 du 16 juillet 2012 modifié et complété par Arrêté n° 345 du 17 octobre 2012.

## 7 - Description de la formation

### Intitulé du Doctorat : Droit Public

Options	Axes de recherche pour chaque option
Droit public des affaires	- Droit public de la concurrence et de la consommation - Droit des contrats publics - Les autorités de régulation économique
Droit des collectivités territoriales	- Droit de l'intercommunalité - La gouvernance locale - Droit de la commande locale
Droit international humanitaire et droits de l'Homme	- L'universalité des droits de l'homme - Du droit de la guerre au droit des conflits armés - La responsabilité de l'Etat et de l'individu en droit international

## 8 - Contenu de la formation<sup>1</sup>

(Joindre en annexe le détail des activités)

Activités	Semestre 1	Semestre 2	Semestre 3	Semestre 4	Semestre 5	Semestre 6
Conférences (Nombre)	Gouvernance et régulation publique		Gouvernance et corruption		L'arbitrage des autorités de régulation économique	
	Gouvernance locale et action publique territoriale		Gouvernance et corruption		La régionalisation	
	Les nouvelles figures du procès équitable		Gouvernance et corruption		La responsabilité de l'individu en droit international	
Ateliers (Nombre)		Gouvernance et investissements privés		Commande publique et concurrence		
		Le pouvoir local		Commande publique et concurrence		
		Droit de l'environnement et droits de l'homme		L'effectivité des droits de l'homme		
Séminaires (Nombre)	Méthodologie	Méthodologie Suivi de thèse	Méthodologie Suivi de thèse	Méthodologie Suivi de thèse	Méthodologie Suivi de thèse	Suivi de thèse
Travaux personnels du doctorant (VH)	Exposé – discussion	Exposé – discussion	Exposé – discussion	Exposé – discussion	Exposé – discussion	Exposé – discussion
Autres	/	/	/	/	/	/

<sup>1</sup> Article 8 de l'Arrêté n° 191 du 16 juillet 2012 modifié et complété par Arrêté n° 345 du 17 octobre 2012.

## 9 - Personnes intervenant dans la formation (Sous-comité de formation)

Noms et Prénoms	Qualité	Nature d'activité
ZOUAÏMIA Rachid	Enseignant-Chercheur	Conférences – Ateliers – Séminaire
BOUDRIOUA Abdelkrim	Enseignant-Chercheur	Conférences – Ateliers – Séminaire
AÏT MANSOUR Kamel	Enseignant-Chercheur	Conférences – Ateliers – Séminaire
KHELFI Abderrahmane	Enseignant-Chercheur	Conférences – Ateliers – Séminaire
DAHMANI Abdeslam	Enseignant-Chercheur	Conférences – Ateliers – Séminaire
IGROUFA Zoubida	Enseignant-Chercheur	Conférences – Ateliers – Séminaire
KEBAÏLI Tayeb	Enseignant-Chercheur	Conférences – Ateliers – Séminaire

## 10- Partenaires :

*(Joindre en annexe les conventions)*

**Etablissements partenaires** (Universités, Entreprises, Laboratoires, Centres de recherche, etc...) :

.....

.....

.....

.....

## 11 -EQUIPE D'ENCADREMENT SCIENTIFIQUE

Noms prénom(s)	Grade	Spécialité	Etablissement de rattachement
ZOUAÏMIA Rachid	Professeur	Droit Public	UAM Béjaïa
BOUDRIOUA Abdelkrim	M.C. A	Droit Public	UAM Béjaïa
AÏT MANSOUR Kamel	M.C. A	Droit Public	UAM Béjaïa
KHELFI Abderrahmane	M.C. A	Droit Pénal	UAM Béjaïa
DAHMANI Abdeslam	M.C. A	Droit Public	UAM Béjaïa
IGROUFA Zoubida	M.C. A	Droit de la famille	UAM Béjaïa
KEBAÏLI Tayeb	M.C. B Habilitation en cours	Droit des Affaires	UAM Béjaïa

### Laboratoires de recherche impliqués

Dénomination du laboratoire	Directeur du laboratoire	Date d'agrément

### Equipes de recherche CNEPRU et PNR associées

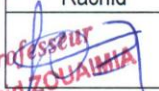

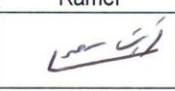
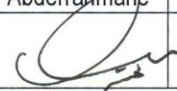
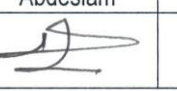

Intitulé du projet de recherche	Code du projet	Date du début du projet	Date de fin du projet
La délégation de service public en Algérie : Bilan et perspectives	P00620130064	01/01/2014	31/12/2016
Les nouvelles techniques contractuelles en matière de délégation de service public	00620120025	01/01/2013	31/12/2015
Les banques et l'infraction de blanchiment d'argent	P00620120028	01/01/2013	31/12/2015
Le pouvoir local dans le cadre du processus des nouvelles réformes	P00620120040	01/01/2013	31/12/2015
Les instruments de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à la lumière de la législation algérienne et des instruments internationaux	P00620120022	01/01/2013	31/12/2015
La traite de personnes : les solutions pénales du législateur algérien et du droit international	P00620120041	01/01/2013	31/12/2015
La problématique de la paix et de la sécurité en Afrique	P00620110023,	01/01/2012	31/12/2014
Les Contrats d'affaires	P00620110025	01/01/2012	31/12/2014

## 12 - Annexe

- CV succinct du responsable de formation (**selon modèle joint en annexe**)
- Conventions avec partenaires

### 13 - Avis du comité de formation de troisième cycle de l'établissement

Avis favorable, Béjaïa le 18 janvier 2014

ZOUAÏMIA Rachid	BOUDRIOUA Abdelkrim	AÏT MANSOUR Kamel	KHELFI Abderrahmane	DAHMANI Abdeslam	IGROUFA Zoubida
					

### 14 - Avis et Visas des organes administratifs et consultatifs

Intitulé de la formation doctorale : **Droit Public**

#### Comité Scientifique de département

Avis et visa du Comité Scientifique :

*Avis favorable*

Date : 21.02.2014.



#### Conseil Scientifique de la Faculté

Avis et visa du Conseil Scientifique :

**AVIS FAVORABLE**

Date : 3 février 2014.



#### Doyen de la faculté

Avis et visa du Doyen ou du Directeur :

*سراق*

Date : 03.02.2014



#### Chef d'établissement

Avis et visa du Chef d'établissement:

Date :

## **15 - Visa de la Conférence Régionale**

(Uniquement à renseigner dans la version finale de l'offre de formation)

## **16 - Visa de la commission d'habilitation à la formation de troisième cycle**

(Uniquement à renseigner dans la version finale de l'offre de formation, après avis de la conférence régionale)



## **Modèles Annexes**

**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**Gouvernance et investissements privés**

- Les critères d'admissibilité de l'investissement ou les barrières à l'entrée
- Les modalités de constitution de l'investissement
- Le traitement dirigiste de l'investissement étranger
- La liquidation de l'investissement étranger
- La mise sous tutelle l'entreprise
- Les restrictions à la libre circulation des capitaux
- Le reflux de la politique de privatisation des entreprises publiques
- L'instabilité du cadre juridique
- Les dérives en matière de gouvernance

**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**Gouvernance et régulation publique**

- L'articulation entre régulation ex ante et régulation ex post
- Les principes de neutralité et de transparence dans les modes de régulation
- Régulation et exigences du procès équitable
- Le rôle du juge dans les systèmes de régulation

**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**Les nouvelles figures du procès équitable**

- **La notion de tribunal impartial**
- **L'indépendance et l'impartialité**
  - Les indices réels de partialité
  - L'apparence de partialité
- **Le principe de publicité**
  - La publicité des audiences
  - La généralisation du principe de publicité
  - La relativité du principe de publicité
- **L'égalité des armes**
  - Une garantie traditionnelle : l'égalité entre les parties stricto sensu
  - Une garantie nouvelle : le respect de l'égalité entre les parties lato sensu

## **Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)** (1 fiche détaillée par activité)

### **Gouvernance locale et action publique territoriale**

- Du fonctionnement efficient des collectivités locales comme condition première de l'effectivité de l'action (Modes de désignation et de fonctionnement des collectivités locales ; autonomie de l' élu local).
- Autonomie financière et effectivité de l'action locale.
- L'intercommunalité
- La citoyenneté locale et la bonne gouvernance locale.
- Développement durable et collectivités locales (aménagement—environnement – urbanisme).
- Les collectivités locales et la gestion des risques.

**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**Commande publique et concurrence**

- Le principe d'efficacité de la commande publique
- Le principe de transparence
- Le principe de mise en concurrence des prestataires
- Le principe de l'égal accès des opérateurs économiques à la commande publique
- Cas particulier de l'achat de prestations publiques
- Cas particulier du traitement des prestataires étrangers

**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**L'effectivité des droits de l'homme**

- Approche théorique de l'effectivité et droits de l'homme
- L'effectivité du droit à un procès équitable
- La mesure de l'effectivité
- Etude de cas : la question de la liberté syndicale

**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**Gouvernance et corruption**

- Évolution des mesures anti-corruption depuis l'indépendance
- La répression de la corruption proprement dite
- L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption
- L'Office central de répression de la corruption
- Corruption et transparence de la vie publique
- L'indépendance des juges



**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**L'arbitrage des autorités de régulation économique**

- Les acteurs de la procédure arbitrale
- L'étendue des compétences arbitrales des autorités de régulation
- La procédure arbitrale
- Qualification de la décision arbitrale
- Les compétences arbitrales : un outil de régulation

## **Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)** (1 fiche détaillée par activité)

### **Droit de l'environnement et droits de l'homme**

- Le droit à l'environnement : un droit fondamental
- La reconnaissance internationale
  - Au plan mondial universel
  - Au plan régional
- La consécration en droit interne
  - Le dispositif constitutionnel
  - L'arsenal législatif
- De l'effectivité du droit à l'environnement
  - Les atteintes à l'environnement : une violation des droits de l'homme
  - Les atteintes aux droits de l'homme par la destruction de l'environnement
  - L'accès au juge pour un droit à l'environnement sain
  - Information et participation du citoyen en matière d'environnement.

## **Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)** (1 fiche détaillée par activité)

### **Le pouvoir local**

- La notion de pouvoir local : une construction incertaine.
- Un bilan de la décentralisation
- Les limites à la libre administration des collectivités territoriales.
- Une réforme nécessaire des collectivités territoriales.
- L'avenir de la gouvernance locale
- L'intercommunalité
- La participation citoyenne

**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**La régionalisation**

- La régionalisation en droit comparé
- L'évolution du concept de régionalisation dans le discours politique
- Territoires et nouvelles exigences de la gouvernance locale
- Place et perspectives de la région dans l'architecture institutionnelle

**Programme détaillé (conférences, ateliers, séminaires)**  
(1 fiche détaillée par activité)

**La responsabilité de l'individu en droit international**

- La mise en œuvre de la responsabilité internationale pénale des individus par des juridictions internes
- La détermination des juridictions compétentes
- La compétence universelle et la coutume
- La mise en œuvre de la responsabilité internationale des individus devant les juridictions pénales internationales
- Cas pratiques

**Accords ou conventions**  
**LETTRE D'INTENTION TYPE**  
(Papier officiel à l'entête de l'établissement universitaire concerné)

**Objet** : Approbation du co-parrainage de la formation doctorale intitulée

Par la présente, l'université (ou le centre universitaire)..... déclare co -parrainer la formation de troisième cycle ci-dessus mentionnée durant toute la période d'habilitation de la formation.

A cet effet, l'université (ou le centre universitaire) assistera ce projet en :

- Participant à des séminaires, des ateliers et des conférences, organisés à cet effet,
- En participant aux jurys de soutenance,
- En œuvrant à la mutualisation des moyens humains et matériels.

Signature de la personne légalement autorisée :
Fonction : .....
Date : .....

## LETTRE D'INTENTION TYPE

(En cas de collaboration avec une entreprise du secteur utilisateur)

(Papier officiel à l'entête de l'entreprise)

**OBJET** : Approbation du projet de lancement d'une formation de troisième cycle intitulé :

Dispensé à :

Par la présente, l'entreprise : ..... déclare sa volonté d'accompagner la formation de troisième cycle ..... en qualité de partenaire intéressé par les axes de recherches de la formation.

A cet effet, nous confirmons notre adhésion à ce projet et notre rôle consistera à :

- Participer à l'élaboration du sujet de recherche.
- Participer à des séminaires organisés à cet effet.
- Participer aux jurys de soutenance en tant qu'invité.
- Faciliter autant que possible l'accueil des doctorants dans le cadre de la préparation de leurs thèses.

Les moyens nécessaires à l'exécution des tâches qui nous incombent pour la réalisation de ces objectifs seront mis en œuvre sur le plan matériel et humain.

**SIGNATURE** de la personne légalement autorisée :

**FONCTION** : .....

**Date** : .....

**CACHET OFFICIEL** ou **SCEAU DE L'ENTREPRISE**

**Modèle de CV à joindre pour tout participant à une formation post-graduée**



# Formations Doctorales

## FICHE DE SYNTHÈSE (DOCTORAT LMD)

**NB :** Cette fiche doit être renseignée par la Faculté concernée et doit accompagner les PV des Conférences Régionales

- **Etablissement :** Université A. Mira – Béjaïa **Faculté :** Droit et Sciences Po.  
**Département :** Droit LMD
- **Intitulé du doctorat :** Droit Public
- **Domaine :** Droit et Sciences Politiques
- **Filière :** Droit

**Responsable :** (Nom / Prénom / Grade) **ZOUAÏMIA Rachid - Professeur**

- **Date de la 1<sup>ère</sup> Habilitation :** 02/10/2011
- **Années de reconduction :** 2012 – 2013/2013 – 2014
- **Nombre d'Etudiants inscrits en 1<sup>er</sup> Année :** ..... 

08
----
- **Nombre d'Etudiants inscrits en 2<sup>ème</sup> Année :** ..... 

10
----
- **Nombre d'Etudiants inscrits en 3<sup>ème</sup> Année :** ..... 

10
----
- **Nombre Global d'Etudiants Inscrits :** ..... 

28
----

**Equipe d'encadrement pédagogique et scientifique (sous comité de formation).**

Noms / Prénoms	Grade	Etablissement d'origine
ZOUAÏMIA Rachid	Professeur	UAM Béjaïa
BOUDRIOUA Abdelkrim	M.C. A	UAM Béjaïa
AÏT MANSOUR Kamel	M.C. A	UAM Béjaïa
KHELFI Abderrahmane	M.C. A	UAM Béjaïa
DAHMANI Abdeslam	M.C. A	UAM Béjaïa
IGROUFA Zoubida	M.C. A	UAM Béjaïa
KEBAÏLI Tayeb	M.C. B (Habilitation en cours)	UAM Béjaïa

**Signature du responsable de la Formation Doctorale**

**Professeur**  
**rachid ZOUAÏMIA**

**Visa du Doyen**  
عميد الكلية  
العلوم السياسية  
عبد الكافي  
عميد  
الكلية  
الدكتور: كمال أيت منصور